



ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

France Télécom

Question écrite n° 63160

Texte de la question

M. André Aschieri appelle l'attention de M. le secrétaire d'Etat à l'industrie sur le projet visant à supprimer des cabines téléphoniques en milieu rural. Ce projet, laissant à la charge des communes les cabines dont la suppression est envisagée, est totalement inadapté au développement actuel de la téléphonie mobile. Celle-ci se développe en effet principalement en milieu urbain, et des départements tels que la Creuse ou le Cantal sont très mal desservis par les différents opérateurs existant sur le marché, du fait du peu d'utilisateurs en demande de ce service, et du coût d'installation d'un relais trop important relativement à l'utilisation attendue. La téléphonie mobile étant dans les faits inaccessible pour de nombreux habitants des départements majoritairement ruraux, il apparaît essentiel de laisser à leur disposition des cabines téléphoniques, pour ne pas exclure ces concitoyens de notre société, qui s'appuie de plus en plus sur la communication. Il lui demande s'il envisage rapidement de freiner ce mouvement de suppression laissant dans l'isolement de nombreuses personnes.

Texte de la réponse

L'article 6 du cahier des charges de France Télécom prévoit que chaque commune doit disposer d'au moins un publiphone. France Télécom doit également implanter un publiphone par tranche de 1 500 habitants au-dessus du premier millier, cette obligation étant limitée aux communes dont le nombre d'habitants est compris entre 1 000 et 10 000. L'obligation fixée par le cahier des charges porte sur un parc de 45 000 cabines mais, en pratique, France Télécom dépasse cet objectif. En 1998, le nombre de cabines dans les communes de moins de 10 000 habitants était de 73 900 sur un parc total de 241 446 publiphones. L'article 6 du cahier de charges de France Télécom prévoit également que « dans les communes de moins de 2 000 habitants, ainsi que dans les zones de redynamisation urbaines, il ne peut y avoir de réduction du nombre de cabines existant au 1er janvier 1997, sans l'accord du maire de la commune ». Dans les communes de moins de 2 000 habitants, l'opérateur public a l'obligation de négocier une éventuelle réduction du parc de cabines avec le maire. Dans les communes de plus de 2 000 habitants, France Télécom peut retirer, le cas échéant, les cabines excédant les obligations de service universel. Dans tous les cas, cependant, l'opérateur dispose de la faculté de modifier l'implantation des cabines pour mieux rentabiliser leur exploitation. Cette possibilité de redéploiement du parc de cabines se justifie pour des raisons tenant à la démographie et aux mutations de la géographie urbaine des communes, mais également pour des raisons concurrentielles, la publiphonie étant fortement concurrencée par le téléphone portable et les cartes prépayées. Il est naturellement souhaitable que tout redéploiement s'effectue à l'initiative de l'opérateur dans le cadre d'une large concertation avec les communes concernées. En l'état actuel, ce cadre réglementaire protège la situation des plus petites communes et apparaît satisfaisant. Ce n'est que si un mouvement important de réduction du parc total de cabines dans des communes de moins de 10 000 habitants était observé, qu'il conviendrait éventuellement de revoir les obligations de service public applicables. Il convient de préciser que la compensation dont bénéficie France Télécom au titre du service universel ne porte que sur le parc de cabines correspondant aux obligations de service universel. Environ 24 000 cabines déficitaires font l'objet d'une compensation au titre du service universel sur la base d'un coût prévisionnel de 165 millions de

francs pour l'année 2000. Le nombre des communes concernées est de l'ordre de 22 000.

Données clés

Auteur : [M. André Aschieri](#)

Circonscription : Alpes-Maritimes (9^e circonscription) - Radical, Citoyen et Vert

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 63160

Rubrique : Télécommunications

Ministère interrogé : industrie

Ministère attributaire : industrie

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 2 juillet 2001, page 3794

Réponse publiée le : 23 juillet 2001, page 4297